

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY
RENCONTRE MILITANTES SUR L'INSERTION
POITIERS - LE 8 DECEMBRE 1990

Mesdames, Messieurs,
Chers Amis,
Chers Camarades,

+ Jean Claude Boulard
+ Jeannine Natural aux
affaires Sociales

Je voudrais tout d'abord vous dire le plaisir que j'éprouve à me retrouver parmi vous aujourd'hui et remercier Jacques Salvatore et tous ceux qui ont eu la lourde tâche d'organiser cette journée.

Je voudrais aussi remercier Claude Evin, Bertrand Fragonard, Yves Dauge pour leur présence.

Je voudrais enfin saluer la mémoire de Jean-François Robin qui nous a quittés brutalement il y a quelques mois ; Jean-François qui était élu dans cette ville de Poitiers, qui travaillait beaucoup également avec nous sur l'insertion et dont chacun appréciait les capacités de travail et d'imagination qui le caractérisaient.

Mes chers camarades, cette journée tombe à point nommé et je me réjouis à la fois de sa forme, de son thème et du moment.

• Claude Evin Ministre des Affaires Sociales
et de la Solidarité
Bertrand Fragonard Député Législatif
du R.M.D.
Yves Dauge Député Législatif à la
ville

2.

De sa forme, car il me paraît plus indispensable que jamais, dans le climat actuel, d'aller sur le terrain et d'échanger entre militants, entre élus, nos expériences.

De son thème, car je suis convaincu que la réussite de l'insertion représente l'un des défis les plus importants que notre société doit relever pour conserver la cohésion qui doit être la sienne.

De son moment enfin, car, après les interventions du Président de la République puis du Premier Ministre cette semaine, la lutte contre l'exclusion est d'une actualité toute particulière.

"Unissons toutes les énergies pour casser partout les mécanismes d'exclusion", voilà l'appel lancé à Bron par François Mitterrand. Cet appel à l'action, à la mobilisation, à l'imagination aussi, je suis persuadé que nous partageons tous la même volonté de l'honorer.

Parce que nous sommes nombreux, ici, en situation de responsabilité. Parce qu'il s'agit là d'un combat pour une société plus juste qui est à la base de notre engagement militant. Parce que l'ensemble de l'action menée en faveur de l'insertion relève de choix politiques auxquels le Parti socialiste a été associé, qui correspondent à la logique de solidarité que nous défendons et que nous devons tous oeuvrer pour la réussite des actions engagées.

.../...

3.

Nous sommes aujourd'hui à mi-chemin. A mi-chemin de la législature mais aussi de la date à laquelle doit intervenir un nouvel examen de la loi sur le Revenu Minimum d'Insertion.

Le temps du bilan n'est par conséquent pas venu. L'essentiel aujourd'hui, c'est de comprendre pour agir et de s'adapter pour réussir,

COMPRENDRE

*Le Jour
Jean Chard
G. Lévesque
E. Mercier*

Comprendre d'abord, prendre la mesure de l'importance que revêt la politique d'insertion pour la gauche.

Nous évoquons souvent l'essor de l'individualisme, du repli sur soi, le règne insolent de l'argent, la sacralisation des gagnants, la mise en cause de toutes les formes d'organisation collective

.../...

4.

Tous ces phénomènes participent d'un même mouvement. Tous, surtout, portent en germe un même risque : celui de voir le lien social se distendre et la croyance en un destin collectif s'éroder dans notre pays.

En effet, nos sociétés ont été l'objet de multiples mutations durant ces deux dernières décennies. Elles ont connu des avancées considérables sur le plan des sciences et des techniques. Mais ces avancées n'ont pas trouvé leur pendant sur le plan humain, moral, éthique -

Or, là plus qu'ailleurs, les équilibres ne se forment pas spontanément contrairement à ce que les libéraux les plus dogmatiques - ou les plus naïfs - feignent de croire.

Voilà pourquoi, il nous faut aujourd'hui résoudre le problème de l'insertion.

Pourquoi aujourd'hui ? Lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, ce serait ~~des~~ balivernes de croire que la pauvreté n'existe pas. C'est d'ailleurs à la fin des années 1970 que Monsieur Lenoir a publié son livre sur "Les exclus".

Mais ce serait également une erreur que de penser que la pauvreté a explosé au début des années 1980. Les dernières statistiques européennes - qui viennent d'être publiées - montrent à l'inverse que la France est le pays dans lequel la pauvreté a le plus reculé entre 1981 et 1985. Et que la Grande Bretagne de Madame Thatcher est celui où elle a le plus progressée !

.../...

5.

Il est vrai cependant que la stratégie qui était la nôtre reposait avant tout sur la croissance et, partant, sur un recul du chômage et de l'exclusion..

Or, grâce à la politique de rigueur engagée en 1982-1983, la croissance est bien revenue. Des emplois ont bien été créés : plus de 600 000 depuis 1988 ! Mais le chômage n'a pas connu de recul sensible et les difficultés d'insertion sont là, toujours présentes, toujours pesantes.

Et si nous devons continuer de rechercher la croissance, si nous devons réfléchir au moyen de la rendre plus créatrice d'emplois, chacun a bien compris que l'insertion constituait un problème en soi.

Les socialistes se sont toujours identifiés à de grandes causes. Ce fut jadis l'entraide, l'action mutualiste. Ce fut plus tard l'Instruction publique. Puis le socialisme municipal. Puis les acquis sociaux....

Aujourd'hui, je crois que l'insertion constitue l'une de ces grandes causes. Par l'enjeu de société qu'elle révèle. Par l'immensité du défi qu'elle soulève. Mais aussi par le combat idéologique qu'elle engage.

.../...

6.

Depuis plusieurs années en effet, les folles théories du Club de l'Horloge et du Front National gagnent du terrain. Elles n'ont qu'une pratique : ~~celle de la haine émissaire~~.
et Qu'une finalité : celle de l'exclusion. Exclusion des étrangers, tous jugés indésirables. Mais exclusion aussi des plus pauvres, tous considérés comme parasites et improductifs.

voilà le contexte, la toile de fond, dans laquelle il nous faut agir.

* * *

AGIR

Avec le Revenu Minimum d'Insertion, la loi sur le surendettement des ménages, la loi sur le logement des plus démunis, le congé individuel de formation, les plans pour l'emploi, les contrats de retour à l'emploi, l'action en faveur de l'éducation, la lutte pour l'insertion est sans doute le domaine dans lequel le gouvernement a été le plus actif.

.../...

Claude Evin, Bertrand Fragonard, Yves Dauge l'ont notamment évoqués avant moi. Je n'y reviens donc pas. Ce que je voudrais en revanche, c'est vous faire part de l'action que j'ai engagée dans la ville de Lille.

Lille connaît aujourd'hui une situation paradoxale.

D'un côté, elle est confrontée à des problèmes d'insertion professionnelle. Problèmes provoqués partout par la crise des deux dernières décennies. Mais problèmes amplifiés encore à Lille et dans la région Nord-Pas de Calais par une restructuration profonde du tissu industriel.

Voilà pourquoi il y a aujourd'hui :

- 4 000 jeunes de 16 à 25 ans qui contactent chaque année la mission locale de Lille dans l'espoir de trouver une insertion professionnelle et sociale durable,
- 4 000 adultes de 25 à 65 ans qui "bénéficient" du Revenu Minimum d'Insertion,
- 4 000 demandeurs d'emplois qui sont inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE.

D'un autre côté pourtant, la ville de Lille, la Communauté Urbaine, deviennent année après année le carrefour de l'Europe de l'Ouest.

.../...

La perspective du TGV, du Tunnel sous la Manche, de l'implantation d'un grand Centre International des Affaires confortent encore le destin européen de la métropole.

La création de plusieurs milliers d'emplois nets est d'ores et déjà acquise.

L'essentiel consiste par conséquent à créer toutes les conditions pour que les femmes et les hommes en difficulté d'une part, et les entreprises susceptibles de les employer d'autre part se rapprochent.

Pour se faire, nous avons créé une délégation municipale à l'action économique et sociale. Pierre de Saintignon, qui en a la charge, a élaboré un grand projet qui a abouti à la signature du Plan Lillois d'Insertion en juin dernier, en la présence du Premier Ministre.

Ce plan s'engage sur des résultats concrets et précis : proposer dans les 4 années à venir pour 1 100 personnes un véritable statut d'insertion sociale. Avec un emploi rémunéré et qualifiant, une formation spécifique, un accompagnement social individualisé.

L'objectif, c'est la conquête ou la reconquête d'un emploi stable et durable. Et 1 100 personnes à l'échelle d'une ville de 178 000 habitants, vous le voyez, l'objectif est ambitieux.

Cette ambition nécessitait des moyens : c'est plus de 30 millions que nous mobilisons annuellement avec l'ensemble de nos partenaires..

.../...

A la fin de cette année, en quelques mois par conséquent, ce seront 350 personnes qui auront intégré le Plan Lillois d'Insertion. Et les premières sorties sur un emploi stable dans une entreprise classique sont prévues pour la fin du premier semestre 1991.

Oui, mes chers camarades, l'insertion peut réussir si l'on en a l'ambition et si l'on s'en donne les moyens. Mais aussi si l'on sait s'adapter.

* * *

S'ADAPTER POUR REUSSIR

Voilà pourquoi un processus d'évaluation régulière est indispensable.

Il est prévu dans le texte même de la loi instituant le Revenu Minimum d'Insertion pour juin 1992.

Il est également dans l'esprit de la loi, puisque, d'une certaine manière, nous avons acceptés que le revenu minimum précède l'insertion, considérant qu'il en marquait le premier pas.

.../...

Il est enfin une pratique du gouvernement qui n'a cessé d'ajuster les dispositions existantes aux besoins, voire d'en créer de nouvelles, en liaison souvent d'ailleurs avec le Parti Socialiste.

La politique d'insertion se caractérise nécessairement par sa diversité.

Diversité par la multiplicité des partenaires qu'elle mobilise. Diversité par les chemins individuels qu'elle permet d'emprunter. Mais diversité aussi, malheureusement, par les moyens qu'elle mobilise et, en définitive par les résultats auxquels elle aboutit.

Or, de diversité en disparité et de disparité en inégalités, la frontière est bien étroite.

Voilà pourquoi, je veux aujourd'hui lancer un appel et faire une proposition.

L'appel : c'est un appel à la mobilisation de tous les militants, de tous les élus socialistes pour que la politique d'insertion réussisse et permettent à la France de relever les défis auxquels elle est confrontée, de renforcer la cohésion nationale et de redonner l'espoir à tous les exclus de notre société.

.../...

La proposition, c'est de renforcer le rôle des élus et notamment des maires dans le dispositif d'insertion, de favoriser les échanges en organisant par exemple une conférence annuelle des maires, sur les politiques qu'ils mènent dans leur ville dans ce domaine.

* * *

Mes chers camarades, la route est longue pour vaincre la misère. Peut-être même est-elle infinie tant la pression des lois économiques au profit des plus puissants est chaque jour plus forte.

Vous et moi, partageons un idéal de justice et nous enrichissons de nos approches différentes, de nos itinéraires propres.

Le Parti Socialiste a l'ambition d'être le Parti de la justice, de la solidarité. Il veut aussi être le Parti de la vie quotidienne. C'est vous dire l'importance que revêt pour nous la réussite de la lutte contre l'exclusion.

Notre société est riche. Elle est aussi une société d'inégalités. Inégalité de richesse, inégalité de savoir et finalement inégalité de l'espoir.

Réussir l'insertion, c'est lutter pour une société qui place le partage parmi ses valeurs essentielles. Voilà ce qui nous réunit pour nous mobiliser, agir et réussir.